



Pour une fois, le président malgache actuel a bien fait de ne pas s'être pointé au second U.S.-Africa Business Forum, au Plaza Hôtel à New York City, le 21 septembre 2016. Or, lors de la première édition, en 2014 toujours aux Etats Unis, il s'est pavané comme un paon, avec toutes sortes de promesses et d'engagements.

Et l'on comprend mieux, à présent, pourquoi il a choisi Paris (les 1er et 2 décembre 2016) dans le cadre de l'organisation d'une « conférence » dans le fol espoir de tenter de récolter 3,3 milliards USD pour « **les besoins immédiats des projets structurants** ».



Le Plaza Hôtel à New York City

En effet, lors de son intervention à ce rendez-vous économique afro-américain ou vice et versa, le président Barack Obama a émis des vérités qui sont mises en pratique actuellement à Madagascar. Et que ceux qui se sentent morveux, se mouchent ! Ci-après la vidéo des déclarations du président Obama suivies de sa transcription et de sa traduction. A vous de constater, surtout les représentants de la communauté internationale à Madagascar (mais c'est qui exactement?) si le président américain n'est qu'un charlatan, un menteur et, qu'à ce titre, il

mérite une arrestation arbitraire et une perquisition sans objet de son domicile, avant d'être accusé de diffuseur de fausses nouvelles et de

« mpanala...baraka »

...



[VIDÉO ICI](#)

*"Even if we do the infrastructure, even if we're passing more business-friendly laws, even if we're increasing trade, I think all of you know that we're also going to have to keep promoting the good governance that allows for good business. **Graft, cronyism, corruption -- it stifles growth, scares off investment** . A*

business should begin with a handshake and not a shakedown

... The truth is, is that those governments that are above-board and transparent, people want to do business there.

People don't want to do business in places where the rules are constantly changing depending on who's up, who's down, whose cousin is who

. It creates the kinds of risks that scare investors away."

Barack Obama - U.S.-Africa Business Forum

TRADUCTION EN FRANCAIS

Même si nous construisons des infrastructures, même si nous adoptons des lois plus favorables à l'entrepreneuriat, même si nous allons accroître le commerce, je pense que chacun d'entre vous sait que **nous devons aussi promouvoir la bonne gouvernance qui favorise les bonnes affaires** . **Les pots-de-vin, le copinage, la corruption étouffent la croissance et font reculer les investissements. Une entreprise doit commencer par une poignée de main et pas par une extorsion...** La vérité est

que si le gouvernement d'un pays est honnête et transparent, on aura envie d'y faire des affaires.

P

ersonne ne veut faire des affaires là

où les règles changent tout le temps en fonction de qui est en place, qui est remplacé, ou qui est le cousin de qui

. Ceci crée le genre de risques qui fait fuir les investisseurs

TRADUCTION EN MALAGASY

Fa na dia manamboatra foto-drafitr'asa aza isika, na dia mandany lalàna manome tombony ny fandraharahana, na dia hampiakatra ny arin-karena ara-barotra aza isika, **mino aho fa mahalala isika tsirairay avy, fa tsy maintsy hilofosana sy hampiarina ny fanjakana tsara tantàna izay manatsara ny fandraharahana ara-barotra**

Ny tsolotra, ny namanamana (akama akama), ny kolikoly dia mangeja ny fitomboan'ny arin-karena ary mampiemotra ny mpampiasa vola

Ny fandraharahana (bizna) dia tokony hiantomboka amina fifandraisan-tànana fa tsy fandraisam-bola any ambadika any (kolikoly, fanodikodinam-bola)

... Ny marina dia raha mahitsy sy mangarahara ny mpitondra amina firenena iray dia hahafinaritra ny hampiasa vola ao aminy.

Fa tsy hisy olona na iray aza hampiasa vola sy handraharaha any amina firenena manova ny fitsipika sy ny lalàna isaky ny mihetsika, arakaraka'izay olona eo, izay hisolo azy eo, na izay havan'ny sasany. Izany fomba izay dia hampandositra ny mpampiasa vola



COMMUNIQUE DE PRESSE

La concurrence déloyale, apparaissant sous diverses formes (fraudes douanières : entrée illicite, détaxation illicite, fausse déclaration ; non-respect des normes en vigueur, et réalisation de ventes sans factures) et touchant toutes les filières de production, est la gangrène qui nuit à la compétitivité des industries locales et provoque une mort lente du secteur industriel à Madagascar.

Nous déplorons l'inaction de l'Administration face :

- au non-respect et non application des textes réglementaires qui provoquent l'engorgement de produits importés hors normes, non conformes aux règlements en vigueur, menant en péril la santé des consommateurs.
- aux ventes sans facture au vu et au su de tous. (Les importateurs qui font des ventes sans factures qui ne paient pas de TVA au taux de 20%, sont plus compétitifs sur le marché local. De plus, les contrôles intempestifs des agents de l'Administration fiscale incitent les grossistes à s'approvisionner en produits importés illicitement au détriment des industries locales.
- à l'impunité des criminels, délinquants, trafiquants de ressources naturelles et blanchisseurs d'argent notoirement connus. (Tout le monde constate sur le marché local que certains importateurs réalisent des ventes à perte toute l'année. Logiquement, aucune entreprise ne pourra survivre en réalisant des ventes à perte de façon régulière sans effectuer un blanchiment d'argent, couplé avec la réalisation de ventes sans facture).

L'Etat reste bien créés face aux manœuvres de blanchiments d'argent résultant des trafics que ces opérateurs douteux font depuis plusieurs années au détriment total du secteur privé, particulièrement de l'industrie nationale, de la santé publique et des ressources de l'Etat.

Nous invitons l'Etat à prendre ses responsabilités face à cette situation intolérable qui ne peut plus souffrir de manœuvre dilatoire. Nous réclamons une action ferme pour la sauvegarde et le développement de l'industrie nationale, le mieux-être de la population, la protection des ressources naturelles du pays, l'instauration de l'équité fiscale, et le respect du code d'éthique de l'économie, avec un planning précis des mesures à mettre en œuvre par des Responsables identifiés.

GEM	Groupement des Entreprises de Madagascar	GEPP	Groupement des Entreprises Franches et Partenaires
SIM	Syndicat des Industries de Madagascar	GPCAD	Groupement Professionnel des Commissionnaires Agrés en Douanes
FIVMPAMA	Fivondronan'ny Mpanarahaha Malagasy	GOANA	Groupement des Opérateurs d'Amboanja, de Nosy Be et d'Antsaholobe
AMC	Association Malgache des Investisseurs en Capital	SEBTP	Syndicat des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics
FROVA	Fivondronan'ny Ombanasi Vakinankaratra		
GAPCM	Groupement des Aquaculteurs et des		

Anjanarimo, 24 septembre 2016.

BLANCHIMENT D'ARGENT: LE SECTEUR PRIVE EXCÉDÉ ([ICI](#)) L'article de RFI: Madagascar: délétère, le climat des affaires nuit au développement du pays - [ICI](#)

Dès lors, on se demande vraiment quel genre d'investisseurs viendra, à part les aventuriers sans scrupules alléchés par les «*facilités*» de dirigeants de la même espèce. Qui se ressemblent s'assemblent, dit-on. Que ce régime Hvm ne se leurre pas: la personne qui succèdera à Obama, en 2017, qui qu'elle soit, gardera ces principes immuables.



Toamasina, le 26 septembre 2016. Le président et ses carmes maîtresses qui régissent tout

Hery Rajaonarimampianina, à Toamasina, le 26 septembre 2016: « La propension à la critique rend sourd et aveugle, mais ça se soigne

»

. C'est aussi valable pour Obama, grand malade alors?

Et pour le moment, le président Hery Rajaonarimampianina, après avoir doté de 4X4 les membres de la HCC, gaspille l'argent des contribuables malgaches dans des conseils de ministres dans les chefs-lieux de province pour démontrer que ce sont ceux qu'ils nomment et choisissent, et non les élus démocratiquement comme lui, qui gouvernent la Grande île de l'océan Indien. Jusqu'à quand?

Politique
Permissivité coupable de la CI - Encouragement à la voyoucratie
© Publié le vendredi, 23 septembre 2016

La Vérité
"Nous voulons voir l'histoire se faire"

Débridés, les faucons du pouvoir s'adonnent désormais à cœur joie à un terrorisme d'Etat vis-à-vis de tous ceux qui se mettent en travers de leur route, qu'ils soient adversaires politiques ou simples ruraux défendant leurs terres ancestrales, en passant par ceux qui, tout en n'étant pas dans l'opposition, refusent de rentrer dans le système « hémisque ». Et tout ceci se passe sous le regard bienveillant de la Communauté internationale qui, par cette passivité coupable, ne fait qu'encourager le régime en place vers la voyoucratie. Rien que les dix derniers jours, trois expéditions manu militari inimmables ont été perpétrées en pleine ville par des éléments à l'allure mixte – entendez par là mi-civile mi-militaire – mais qui sont caractérisés implicitement ou ouvertement par la hiérarchie des Forces de l'ordre. Dans l'accomplissement de leur mission, ces véritables corps expéditionnaires ne s'embarassent point de la moindre règle de procédure, persuadés qu'ils savent couvrir par leur dévouement quel que soit le degré de gravité de leurs actes. Dans le quotidien, les scandales impliquant de hauts responsables étatiques ainsi que des personnalités proches de la plus haute sphère du pouvoir, sont rapportés régulièrement par la presse nationale comme internationale. Le dernier en date est celui de la présumée malversation perpétrée au niveau de l'orm dont la NF a fait l'objet en même temps que l'affaire de détournement de deniers publics ayant valu aux hauts fonctionnaires qui font éventuellement sanctionnés. Dans ces deux derniers cas, malgré les preuves accablantes de la réalité des faits, la Communauté internationale, en particulier les bailleurs de fonds si tatillons sur l'orthodoxie financière, jouant aux trois singes sourds, aveugles et muets. Pire, certaines chancelleries, au nom des règles de bienséance diplomatiques, ne se contentent pas de se murer dans le silence mais se mettent à se livrer à des ragements vis-à-vis des tenants du pouvoir, incitant ainsi ces derniers à continuer, voire intensifier leur dérive. La seule crainte d'un retour à l'instabilité justifie-t-elle cette permissivité d'une Communauté internationale dont les leitmotivs sont pourtant la bonne gouvernance et l'Etat de droit ? A chacun de juger. L'histoire jugera, quant à elle, qu'une telle attitude est le meilleur moyen de fabriquer le Gbagbo Rajaonarimampianina, ou le Hery Compaoré ou encore le Martial Ronggo de 2016.

Hery M.

C'est qui exactement la communauté internationale?

Jeannot Ramambazafy – 27 septembre 2016